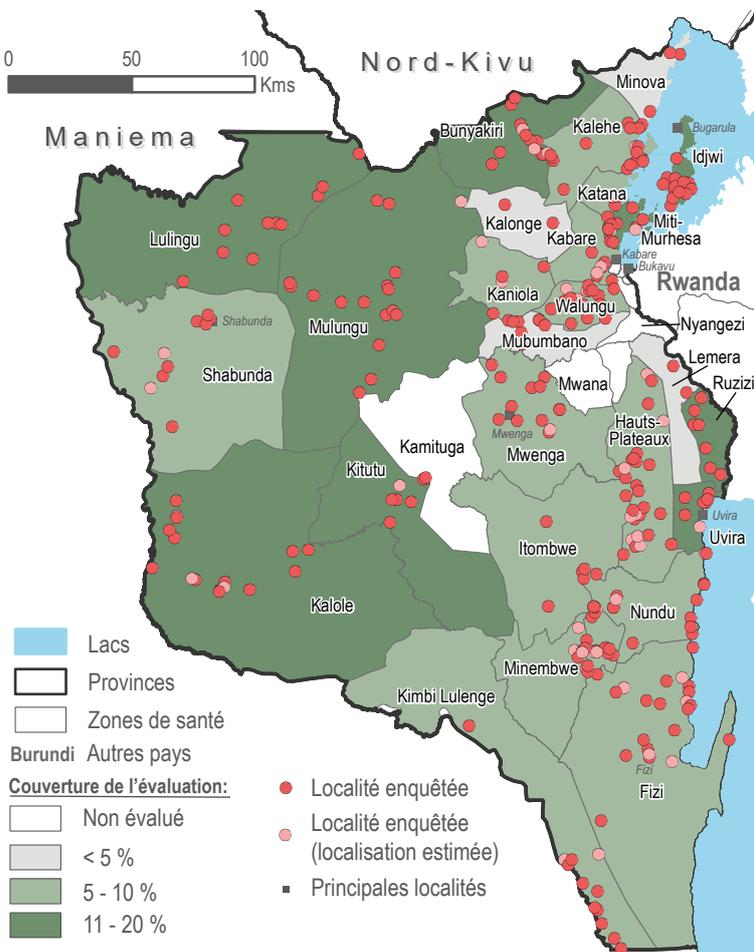


Couverture géographique

Localités évaluées par zone de santé dans la province du Sud Kivu¹ :



Sécurité alimentaire

Dans **96% (292)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.^{6,7}

La baisse de disponibilité des produits et l'augmentation des prix, deux potentiels impacts des restrictions des mouvements transfrontaliers et au sein du pays, n'ont pas été identifiés par les IC comme les raisons principales expliquant que la majorité de la population n'ait pas eu accès à suffisamment de nourriture au cours du mois précédent.⁷ Les raisons les plus reportées à cela étaient le manque de moyens de subsistance (semences, outils, filets de pêche, etc.) et le manque d'accès aux terres et aux cours d'eau pour cause d'insécurité (raisons reportées respectivement dans **22%** et **21%** des localités évaluées).

Dans **98% (299)** des localités évaluées, les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.

Dans 61% (183) des localités évaluées, les IC ont rapporté que l'augmentation des prix des céréales était entre autres liée à l'appréciation du dollar US face au franc congolais - TOP 3 des ZS^{8,9}.

1. Ruzizi 7/7 localités évaluées
2. Katana 4/4 localités évaluées
3. Mwenga 11/12 localités évaluées

L'appréciation du dollar US face au franc congolais (une des conséquences indirectes de la mise en oeuvre des mesures contre la propagation du COVID-19)¹⁰ a été identifiée dans une majorité des localités évaluées comme une des raisons principales à l'augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.^{8,9}

Contexte

L'Est de la RDC est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés dans la province, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. Des évaluations ponctuelles ne suffisent pas à identifier toutes les crises et leurs impacts sur les communautés sur l'ensemble du territoire. Par ailleurs, l'accès aux populations affectées est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Les premiers cas de COVID-19 ayant été signalés en RDC le 10 mars 2020, l'état d'urgence a été déclaré le 24 mars et a été maintenu jusqu'au 22 juillet 2020, avec une reprise progressive des activités.² Cette fiche d'information a pour objectif de fournir des informations sur des localités accessibles, difficiles ou hors d'accès afin de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé (ZS) de la province du Sud Kivu, et notamment dans le contexte actuel d'urgence sanitaire. Les fiches d'information mensuelles et les aperçus de la situation trimestriels liés à ce projet sont disponibles sur le [Centre de Ressources](#) de REACH.

Méthodologie

La méthodologie de collecte de données de REACH pour ce projet est celle dite "Zone de Connaissance". Elle a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les informations collectées concernent les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité des services de base et les dynamiques de déplacement. Les données ont été collectées au niveau des localités à travers des entretiens avec des informateurs clés (IC) par téléphone.³ Les IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (moins d'un mois) et détaillée des localités situées dans la province. Lorsque plusieurs IC ont été interrogés à propos d'une même localité, ces données ont été agrégées à l'échelle de la localité avant de mener l'analyse. Les résultats sont agrégés au niveau de la ZS et de la province. Les résultats rapportés à l'échelle de la ZS se basent uniquement sur les localités situées dans les ZS pour lesquelles au moins 5% des localités répertoriées dans la ZS ont été évaluées. Les résultats rapportés à l'échelle de la province se basent sur l'ensemble des localités évaluées dans la province, y compris celles dans les ZS où moins de 5% des localités répertoriées ont été évaluées. Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu entre le 16 et le 30 octobre 2020, dans la province du Sud Kivu. Les résultats au niveau de la province se basent sur 652 enquêtes auprès d'IC dans 304 localités réparties dans 26 ZS.^{4,5} Les résultats au niveau des ZS se basent sur 631 enquêtes auprès d'IC dans 292 localités pour une couverture de 22 ZS sur 34. **Les résultats présentés ici doivent être considérés comme indicatifs seulement.**

Eau, hygiène et assainissement

Dans **91% (278)** des localités évaluées, les IC ont rapporté que la méthode principale utilisée par la population pour le lavage des mains au cours du mois précédent n'était pas l'eau et le savon.

Le fait que les IC aient rapporté que la population utilisait principalement de l'eau et du savon pour se laver les mains dans seulement **9% (26)** des localités évaluées ne semble pas être lié à un manque de disponibilité du savon. En effet, dans **0% (1)** des localités évaluées les IC ont identifié le savon comme un des trois principaux articles non-alimentaires essentiels non-disponibles pour la majorité de la population au cours du mois précédent.⁹

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la méthode principale utilisée par la population pour le lavage des mains n'était pas de l'eau avec du savon - TOP 3 des ZS :

1. Hauts-Plateaux 25/26 localités évaluées
2. Kalehe 20/21 localités évaluées
3. Walungu 15/16 localités évaluées

Education

Les résultats de la section éducation sont issus de questions qui visaient à déterminer les effets de la réouverture des écoles au Sud Kivu le 12 octobre, après leur fermeture le 19 mars 2020 dans le cadre de la lutte contre le COVID-19.



Dans **32%** (97) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à une école primaire fonctionnelle¹¹ à moins d'une heure de marche.

Dans **32** de ces localités, la raison était que les enseignants avaient arrêté de travailler, selon certains enquêteurs car ils faisaient grève en raison du non-paiement de leur salaire. Dans **2** de ces localités, la raison était que les écoles n'avaient simplement pas été réouvertes depuis la date de réouverture officielle.

Les résultats ci-après sont issus d'enquêtes auprès des **111 IC ayant déclaré être enseignants ou directeurs d'école**. Il était demandé à ces IC de répondre au niveau de l'école dans laquelle ils travaillent habituellement. Les résultats sont présentés en termes de fréquence de réponses par les IC enseignants ou directeurs d'école. **53%** (59) de ces IC ont déclaré travailler habituellement dans une école primaire, **9%** (10) dans une école primaire et secondaire, et **38%** (42) dans une école secondaire.



11% (12) des IC ont rapporté que l'enseignement n'avait pas repris dans leur école suite à la réouverture officielle des écoles dans la province. **100%** (12) de ces IC ont indiqué que la raison était le non-paiement des salaires des enseignants.



67% (66) des IC dont l'école avait repris l'enseignement ont rapporté qu'une partie des enfants qui fréquentaient leur école avant la fermeture ne la fréquentaient plus depuis la réouverture.

% d'IC par groupe cité d'enfants en âge d'aller à l'école primaire (6-11 ans) qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture^{12,13}:

Pas de groupe particulier (baisse générale de fréquentation)	76% (32)	
Filles 6-11 ans	14% (6)	
Garçons 6-11 ans	10% (4)	

% d'IC par groupe cité d'enfants en âge d'aller à l'école secondaire (12-17 ans) qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture^{12,13}:

Pas de groupe particulier (baisse générale de fréquentation)	52% (16)	
Filles 12-17 ans	35% (11)	
Garçons 12-17 ans	13% (4)	

% d'IC par raison pour laquelle les filles en âge d'aller à l'école primaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture¹⁴:

Manque de moyens suite aux mesures contre le COVID-19	8/11 IC enquêtés
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	3/11 IC enquêtés

% d'IC par raison pour laquelle les garçons en âge d'aller à l'école primaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture¹⁴:

Manque de moyens suite aux mesures contre le COVID-19	6/9 IC enquêtés
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	2/9 IC enquêtés
Enfants partis à l'initiation	1/9 IC enquêtés

% d'IC par raison pour laquelle les filles en âge d'aller à l'école secondaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture¹⁴:

Enfants mariés durant la fermeture des écoles	12/14 IC enquêtés
Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	2/14 IC enquêtés

% d'IC par raison pour laquelle les garçons en âge d'aller à l'école secondaire qui ne fréquentaient plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture¹⁴:

Engagement dans des activités économiques depuis la fermeture	3/7 IC enquêtés
Enfants mariés durant la fermeture des écoles	2/7 IC enquêtés
Manque de moyens suite aux mesures contre le COVID-19	1/7 IC enquêtés

42% (42) des IC dont l'école avait rouvert ont rapporté que le paiement de leur dernier salaire datait d'avant septembre 2020. **4%** (4) des IC dont l'école avait rouvert ont rapporté que leur école demandait le paiement de frais scolaires aux familles des enfants qui fréquentaient l'école.

59% (65) des IC ont rapporté que leur école avait mis en place des mesures de protection contre le COVID-19 depuis la réouverture¹³ - % par mesure :

Lavage des mains	88% (57)	
Port du masque	52% (34)	
Distanciation	11% (7)	

Communication

Dans **78%** (237) des localités évaluées, les IC ont rapporté que la source d'information considérée comme la plus fiable par la population pour obtenir des informations liées au COVID-19 était la radio. Les IC ont rapporté que l'information la plus utile à la population serait celle sur l'accès à l'assistance humanitaire dans **85%** (259) des localités évaluées, tandis que l'information liée au COVID-19 serait la plus utile dans **3%** (9) des localités évaluées.

Notes de fin

1. Les localités pour lesquelles la carte présente seulement la « localisation estimée » sont celles qui sont rapportées par les IC mais qui ne figurent pas dans la base de données des localités en RDC et dont la localisation exacte est inconnue. Pour estimer la localisation de ces localités, il était demandé aux IC de choisir dans une liste issue de la base de données des localités en RDC quelle était la localité la plus proche de la localité rapportée. La localisation présentée est celle de la localité connue la plus proche.

2. Arrêté Ministériel du Ministère de l'intérieur, 25 mars 2020

3. Afin de limiter les risques liés au COVID-19, REACH a choisi de limiter la collecte de données à des enquêtes par téléphone. Une collecte de données sur le terrain est prévue dans le projet et sera mise en oeuvre lorsque REACH considèrera que les risques peuvent être limités de façon acceptable.

4. Le total des localités par ZS a été calculé au moyen de la [base de données opérationnelle](#) commune des localités en RDC diffusée sur le Humanitarian Data Exchange (février 2017) et de la [base de données GRID3](#) (Geo referenced infrastructure and demographic data for development project). Un seuil minimal de 5% à la base de données la plus complète pour chaque ZS a été appliqué.

5. Ce nombre n'inclut pas les enquêtes qui ont été retirées lors du nettoyage des données en raison du fait que 3 problèmes de cohérence ou plus ont été remarqués dans les réponses des IC pour une même enquête et que l'enquête était donc considérée comme peu fiable.

6. Dans toute la fiche d'information, le mois précédent renvoie aux 30 jours ayant précédé la collecte de données.

7. L'interprétation du terme « nourriture suffisante » a été laissée à la discrétion de l'IC.

8. Pourcentage calculé sur le total des localités où les IC ont rapporté une augmentation des prix des céréales au cours du mois précédent.

9. Les IC avaient la possibilité de sélectionner 3 réponses pour répondre à cette question.

10. REACH, [COVID-19 Bulletin conjoint des marchés](#), août 2020

11. Une école fonctionnelle est définie comme un bâtiment dédié à l'enseignement dans lequel un enseignement a lieu de manière régulière (p.ex. sans être entravé par la pluie en raison du mauvais état du bâtiment, etc.). Un enseignement peut donc tout de même avoir lieu même s'il n'y a pas d'école fonctionnelle (p.ex. des cours peuvent avoir lieu dehors ou dans un bâtiment non-durable).

12. Pourcentage calculé sur le total des IC ayant déclaré que leur école dispensait le niveau d'éducation respectif (primaire, primaire et secondaire, secondaire) et qu'une partie des enfants qui fréquentaient leur école avant la fermeture ne la fréquentaient plus depuis la réouverture.

13. Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options pertinentes pour répondre à cette question.

14. Question posée uniquement aux IC ayant déclaré que le groupe respectif (garçons, filles, pas de groupe particulier - en âge primaire ou secondaire) ne fréquentait plus (ou moins) l'école depuis sa réouverture.